

Unité interdépartementale Loire-Haute-Loire  
Pôle Déchets Sites et Sols Pollués

Saint-Etienne, le 21 avril 2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 05/04/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **MELI JEAN SAS**

Impasse de l'Eparre  
7, 9 rue de Grangeneuve  
42000 ST ETIENNE

Références : UiD4243-DSSP-022-0153

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/04/2022 dans l'établissement MELI JEAN SAS implanté Impasse de l'Eparre - 7, 9 rue de Grangeneuve - 42000 SAINT-ETIENNE. L'inspection a été annoncée le 17/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection est effectuée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- MELI JEAN SAS
- Impasse de l'Eparre - 7, 9 rue de Grangeneuve - 42000 SAINT-ETIENNE
- Code AIOT dans GUN : 0006105046
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED – MTD.

L'exploitation est autorisée par arrêté préfectoral du 02/10/2006. Les activités exercées sont l'entreposage de véhicules hors d'usage, le tri et transit de déchets de métaux et de déchets issus des activités économiques (DIB). Une presse-cisaille permet la découpe des métaux.

Un transit de déchets dangereux (=batteries) est également réalisé sur le site.

Les rubriques ICPE n'ayant pas été mises à jour depuis la signature de cet arrêté, un arrêté complémentaire sera proposé ultérieurement par l'inspection.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- la prévention du risque incendie,
- la prévention du risque de pollution des eaux,
- la prévention des nuisances sonores,
- la gestion des fluides frigorigènes.

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées,
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives,
- « sans suite administrative ».

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Prévention du risque de pollution par les eaux d'extinction	Autre du 29/12/2004, article Etude de danger (II.1.3.2.e)	/	Mise en demeure, respect de prescription
Fluides frigorigènes - Attestation de capacité / d'aptitude	Code de l'environnement du 07/04/2022, article R. 543-99 et R.543-106	/	Lettre de suite préfectorale

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 02/10/2006, article 7.6.3	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Prévention du risque incendie	Arrêté Préfectoral du 02/10/2006, article 8.2.2	/	Sans objet
Prévention du risque incendie	Autre du 29/12/2004, article Etude de danger (I.2.4.1)	/	Sans objet
Entretien des moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 02/10/2006, article 7.6.2	/	Sans objet
Prévention du risque incendie	Autre du 29/12/2004, article Etude de danger (II.1.4.2.)	/	Sans objet
Collecte des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 02/10/2006, article 4.2.2	/	Sans objet
Contrôle des émissions sonores	Arrêté Préfectoral du 02/10/2006, article 6.2.3	/	Sans objet
Fluides frigorigènes - Attestation de capacité / d'aptitude	Arrêté Ministériel du 13/10/2008, article 2	/	Sans objet

**2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats :**

L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier du dimensionnement de la défense extérieure contre l'incendie. Ce dimensionnement devra être communiqué à l'inspection. Si celui-ci s'avérait insuffisant, une réserve complémentaire devra être installée sur le site.

Des non-conformités ont été constatées concernant la rétention des eaux d'extinction en cas d'incendie et la gestion des fluides frigorigènes issus des VHU.

## 2-4) Fiches de constats

### Nom du point de contrôle : prévention du risque incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/10/2006, article 8.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, risque incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Le bâtiment de stockage de papier est considéré comme une zone à risque incendie (conformément à l'article 7.2.2 du présent arrêté). Le stockage dans les bâtiments sera organisé de telle manière à éviter la propagation de l'incendie d'un bâtiment à l'autre (effet domino). En particulier, aucune matière ne sera stockée le long des parois et un balisage au sol des différentes zones de stockage sera effectué dans un délai de 6 mois. Ce balisage se fera en fonction des résultats de l'étude des dangers.
<b>Constats :</b> Tous les stockages de déchets sont effectués en extérieur, dans des bennes ou dans des box béton. Les déchets de papiers, cartons, plastiques présents sur le site sont issus du tri des DAE (DIB) réceptionnés en mélange. Seule la benne de batterie est entreposée sous abri.  La prescription n'est plus adaptée à la situation sur site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### Nom du point de contrôle : prévention du risque incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 29/12/2004, article Etude de danger (I.2.4.1)
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, risque incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Un mur coupe-feu de degré 2 heures séparera le bâtiment de l'auvent qui abritera les déchets en balles.
<b>Constats :</b> Il n'y a pas de déchets en balles sur le site. Les déchets sont entreposés en vrac en bennes ou dans des box béton à l'extérieur. Cette disposition n'a pas été mise en oeuvre et n'est plus adaptée à la situation sur site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : moyens de lutte contre l'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/10/2006, article 7.6.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, risque incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum d'extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ; Pour assurer la défense extérieure contre l'incendie de l'ensemble du site il faudra pouvoir disposer d'un débit global de 90 m <sup>3</sup> /heure pendant 2 heures minimum répartis sur 3 poteaux d'incendie. Les 3 poteaux d'incendie devront être de type normalisé (NFS 61.213 et 62.200) aux caractéristiques minimales suivantes : diamètre 100 mm, 17 litres/s pendant 2 heures, pression dynamique 1 bar. Un de ces poteaux devra être situé à moins de 200 mètres de l'entrée de l'établissement. Une attestation assurant que l'installation remplit effectivement les fonctions pour lesquelles elle est prévue, devra être délivrée par l'installateur et transmise au Service Départemental d'Incendie et de Secours, bureau départemental de prévision opérationnelle (application de la norme NFS 62.200) Dans le cas où la totalité du débit disponible ne pourrait être obtenue à partir des poteaux ou bouches d'incendie du réseau d'eau (public ou privé), il est admis que les besoins soient disponibles dans une ou plusieurs réserves d'eau, propres au site et accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours. Ces réserves d'eau (naturelles ou artificielles –publiques ou privées), devront être équipées ou réalisées conformément aux règles d'aménagement des points d'eau définies par la circulaire interministérielle n° 465 du 10/12/51. Volume minimum de la réserve : 180 m <sup>3</sup>
<b>Constats :</b> Le site dispose de : - 2 réserves d'eau de 10 m <sup>3</sup> chacune avec pompe immergée permettant d'alimenter 2 RIA, - 7 extincteurs répartis sur le site.  Un poteau incendie est situé à environ 250 m du site en bas de l'impasse de l'Eparre, face à Eiffage. L'exploitant ne connaît pas le débit du poteau.
<b>Observations :</b> L'exploitant est invité à se rapprocher de Saint-Etienne Metropole pour connaître le débit disponible sur le poteau.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : entretien des moyens d'intervention**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/10/2006, article 7.6.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, risque incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> Des essais de pompage sont réalisés 2 fois par an. Ces essais sont à consigner dans un registre. Les extincteurs font l'objet d'un contrôle annuel de vérification par un organisme extérieur. Le dernier contrôle date du 23/03/2022. L'exploitant a indiqué avoir réalisé une formation incendie pour l'ensemble de son personnel pour ses 2 sites de St Etienne et St Romain le Puy.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : prévention du risque de pollution par les eaux d'extinction**

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 29/12/2004, article Etude de danger (II.1.3.2.e)
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, risque incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Les eaux d'extinction d'un éventuel incendie seront collectées par le réseau des eaux pluviales du site et confinées à l'intérieur du site par une vanne.
<b>Constats :</b> Aucune vanne ne permet d'isoler le réseau interne de collecte des eaux pluviales du réseau communal. Les eaux d'extinction en cas d'incendie ne peuvent pas être confinées sur site.
<b>Observations :</b> Le confinement des eaux d'extinction en cas d'incendie est prescrit par l'arrêté ministériel du 26/11/2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2712-1 (installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules terrestres hors d'usage) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement : article 25 §V. Cette disposition est applicable aux installations existantes.  Une disposition similaire est prescrite par l'arrêté du 06/06/2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois). En revanche, l'arrêté du 06/06/2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux) ne le prévoit pas pour les installations existantes.  S'agissant d'une disposition présentée par l'exploitant dans son dossier de demande d'autorisation d'exploiter, et étant exigible au titre de l'arrêté ministériel du 26/11/2012, l'exploitant est invité à étudier la faisabilité technique d'un confinement sur site des eaux d'extinction et à transmettre cette étude à l'inspection des installations classées.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription

**Nom du point de contrôle : prévention du risque incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 29/12/2004, article Etude de danger (II.1.4.2.)
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, risque incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Un système de détection d'incendie sera mis en place dans le bâtiment de tri et de conditionnement des DIB et des papiers cartons plastiques
<b>Constats :</b> Le tri et le stockage des déchets sont réalisés en extérieur. La prescription n'est plus adaptée à la situation sur le site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : collecte des eaux pluviales**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/10/2006, article 4.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, eaux pluviales
<b>Prescription contrôlée :</b> Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.
<b>Constats :</b> L'exploitant a fait procéder à un relevé de son réseau de collecte et à un passage caméra. Un plan à jour a donc pu être établi courant janvier 2022. Un séparateur d'hydrocarbures est présent avant rejet dans le réseau communal. La partie amont du réseau est située dans l'installation voisine Auto Pièces Giband Peyrache. Cette situation est la conséquence d'une cession de parcelle appartenant initialement à la SAS Jean MELI. Les réseaux n'ont pas été modifiés suite à cette cession. L'exploitant a indiqué que cette société avait fait l'objet d'une liquidation judiciaire. Cette situation est préjudiciable à l'exploitant car en cas de pollution sur le site voisin, celle-ci est susceptible de se retrouver dans son réseau.
<b>Observations :</b> La déconnexion des réseaux est à envisager.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : contrôle des émissions sonores**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/10/2006, article 6.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, bruit
<b>Prescription contrôlée :</b> Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence doit être effectuée au moins tous les 5 ans par une personne ou un organisme qualifiés choisis après accord de l'inspecteur des Installations Classées. Cette mesure est effectuée selon les normes en vigueur. Une campagne de mesure sera réalisée dans un délai d'un an à compter de la date du présent arrêté intégrant si nécessaire la composante " tonalités marquées " du bruit, afin de vérifier le respect effectif des valeurs d'émergence réglementaires vis à vis des habitations les plus exposées, ainsi que l'absence d'impact sanitaire au regard des valeurs guides de l'OMS. Une campagne de mesures du niveau acoustique et des émergences pourra être demandée à titre exceptionnel, par l'inspection des Installations Classées, notamment en cas de plainte du voisinage.
<b>Constats :</b> L'exploitant a procédé lui-même à des mesures acoustiques en 2021. Seuls des points en limite de propriété et à l'intérieur du site ont fait l'objet de mesure. Les points en limite de propriété présentent un niveau sonore inférieur à 70 dB. Il n'y a pas eu de mesure en zones à émergence réglementée. Les premières habitations (visualisées sur cartographie après l'inspection) sont à plus de 200 m de l'installation (rue du 14 juillet). Aucune plainte pour nuisances sonores n'a été remontée à l'inspection.
<b>Observations :</b> L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier que les mesures ont été réalisées selon les normes en vigueur. Une mesure des niveaux de bruit et des émergences est à réaliser selon ces normes par un organisme qualifié. Ces mesures sont à réaliser dans les 5 ans. En cas de plainte, des mesures supplémentaires pourront être demandées par l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**Nom du point de contrôle :** fluides frigorigènes - Attestation de capacité / d'aptitude

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 07/04/2022, article R. 543-99 et R.543-106
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, gaz à effet de serre
<b>Prescription contrôlée :</b> Les opérateurs mentionnés à l'article R. 543-76 doivent obtenir une attestation de capacité délivrée par un organisme agréé à cette fin dans les conditions prévues aux articles R. 543-108 à R. 543-112. Dans le cas où un opérateur possède plusieurs établissements, une attestation de capacité doit être obtenue pour chaque établissement.  L'attestation de capacité est délivrée pour une durée maximale de cinq ans après vérification par l'organisme agréé que l'opérateur remplit les conditions de capacité professionnelle prévue à l'article R. 543-106 et possède les outillages appropriés. Elle précise les types d'équipements sur lesquels l'opérateur peut intervenir ainsi que les types d'activités qu'il peut exercer.  L'opérateur satisfait aux conditions de capacité professionnelle lorsque les personnes qui procèdent sous sa responsabilité aux opérations décrites à l'article R. 543-76 sont titulaires :  1° Soit d'une attestation d'aptitude, correspondant aux types d'activités exercées et aux types d'équipements utilisés, délivrée par un organisme certifié ;  2° Soit d'un certificat équivalant à l'attestation d'aptitude mentionnée au 1°, délivrée dans un Etat membre de l'Union européenne et correspondant aux types d'activités exercées et aux types d'équipements utilisés.
<b>Constats :</b> L'exploitant ne dispose pas de l'attestation de capacité. Le responsable du site dispose quant à lui d'une attestation d'aptitude de catégorie 5.
<b>Observations :</b> L'exploitant indique que les opérations de dépollution et de démontage des véhicules hors d'usage ne sont pas réalisées sur le site (sauf rares exceptions). Seul un transit est réalisé sur le site, les opérations de dépollution et de démontage étant réalisées sur le site MELI Pièces Auto de St Romain le Puy. Une convention de stockage a été établie entre les 2 entités. La détention d'une attestation de capacité est cependant nécessaire au maintien de l'agrément comme centre VHU (l'exploitant indique vouloir conserver cet agrément). Une attestation de capacité doit donc être obtenue. Il doit pour cela disposer du matériel adapté pour extraire et stocker les fluides frigorigènes.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale

**Nom du point de contrôle :** fluides frigorigènes - Attestation de capacité / d'aptitude

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 13/10/2008, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, gaz à effet de serre
<b>Prescription contrôlée :</b> L'attestation d'aptitude est numérotée, datée et signée par le responsable de l'organisme évaluateur. Elle comporte notamment les éléments suivants : a) Le nom de l'organisme évaluateur et le nom du titulaire ; b) Le numéro de l'attestation d'aptitude ; c) La catégorie d'activités couvertes par l'attestation d'aptitude, telles que définies à l'annexe I de l'arrêté du 30 juin 2008 susvisé. Pour la catégorie V, l'attestation indique si l'étendue des compétences et des connaissances évaluées a été restreinte à celles demandées lors de l'évaluation des démolisseurs de véhicules.
<b>Constats :</b> L'attestation d'aptitude du responsable du site est conforme.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet